

Blois, le 16/12/2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/12/2025

### **Contexte et constats**

publié sur  **GÉORISQUES**

**5 G**

7 rue de la Fontaine  
41100 Mazangé

Inspection n° : RI 2025-12-08 FD01  
Code AIOT : 0054100332

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement 5 G implanté 7 rue de la Fontaine - 41100 Mazangé.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- 5 G
- 7 rue de la Fontaine - 41100 Mazangé
- Code AIOT : 0054100332
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Élevage de volailles.

**Thèmes de l'inspection :** AN25 Élevages Rétention, AN25 Élevages Stockage | AR - 7 | Fertilisation | Risque incendie | Déchets, Eau de surface, IED-MTD

#### **2) Constats :**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées : il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ... ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	8 Mois
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
6	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
7	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
8	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 > d)	Sans objet
9	Épandage et traitement des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-5	Sans objet
10	Émission dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I.	Sans objet
11	Déchets et sous-produits	Arrêté Ministériel du 28/12/2013, article 35	Sans objet
12	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
13	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
14	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
15	MTD32 Émissions atmosphériques d'NH <sub>3</sub> , hébergement poulets de chair	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
16	MTD34 Émissions atmosphériques d'NH <sub>3</sub> , hébergement dindes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
17	Installations classées au titre de la rubrique 3660	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

Il a été constaté, le 08 décembre 2025, que l'établissement exploité par Monsieur et Madame GUELLIER implanté au 7 rue de la Fontaine - 41100 MAZANGE ne pouvait pas justifier :

- D'un contrôle annuel des installations électriques ;
- De rétentions associées aux stockages des produits liquides inflammables et autres produits toxiques et dangereux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	
<b>Thème(s) :</b> Élevage - plan de l'installation	
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.	
<b>Constats :</b> Un plan des installations recense les parties de l'installation présentant des équipements ou substances susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.	
<b>Respect de la prescription :</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

### N° 2 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Fiches de données de sécurité	
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. [...]	
<b>Constats :</b> Les fiches de données de sécurité ont été présentées lors de l'inspection.	
<b>Respect de la prescription :</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

### N° 3 : Dispositions constructives

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

**Thème(s) :** Élevage - Sécurité / incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
  - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
  - le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
  - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;
- ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :**

Une réserve incendie de 120m<sup>3</sup> est installée sur le site.

L'installation dispose d'extincteurs dont le dernier rapport de contrôle date du 30 avril 2025.

Les consignes de sécurité sont affichées conformément aux prescriptions.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Dispositif de prévention des accidents

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

**Thème(s) :** Élevage / Sécurité – incendie

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

[...]

**Constats :**

Les installations de gaz sont entretenues en bon état et vérifiées, le dernier rapport de contrôle date d'août 2025.

Le dernier contrôle des installations électriques a été effectué il y a plus d'un an, le rapport de contrôle date du 04 janvier 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Réaliser le contrôle de l'ensemble des installations électriques, ainsi que les actions correctives qui en découlent.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 8 mois

## N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

**Thème(s) :**Élevage      Stockage

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

[...]

**Constats :**

Les cuves d'ADblue situées à proximité de chacun des deux bâtiments d'élevage ne sont pas placées sur rétention.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Associer tous les stockages de produits liquides inflammables et d'autres produits toxiques ou dangereux à une capacité de rétention adaptée conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	
<b>Thème(s) :</b> Élevage - Consommation d'eau	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.  En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.  Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.	
<b>Constats :</b> Les prélèvements d'eau sont enregistrés quotidiennement.	
<b>Respect de la prescription :</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

## N° 7 : Collecte et stockage des effluents


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Traitement séparatif des eaux pluviales	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.	
<b>Constats :</b> La gestion des eaux pluviales est conforme aux prescriptions.	
<b>Respect de la prescription :</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	




## N° 8 : Mise à jour du plan d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 > d)	
<b>Thème(s) :</b> Élevage - Pollution	
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.  La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.  Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.  Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.	
<b>Constats :</b> Aucune modification du plan d'épandage n'a eu lieu depuis la dernière inspection.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	


## N° 9 : Épandage et traitement des effluents d'élevage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-5	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Cahier d'épandage	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les épandages sur terres nues sont suivis d'un enfouissement :  - dans les vingt-quatre heures pour les fumiers de bovins et porcs compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois, ou pour les matières issues de leur traitement ; - dans les douze heures pour les autres effluents d'élevage ou les matières issues de leur traitement.  Cette obligation d'enfouissement ne s'applique pas : - aux composts élaborés conformément à l'article 29 ; - lors de l'épandage de fumiers compacts non susceptibles d'écoulement sur sols pris en masse par le gel.	
<b>Constats :</b> Les effluents sont enfouis conformément aux prescriptions.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

## N° 10 : Émission dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I.	
<b>Thème(s) :</b> Élevage - Gestion des poussières	
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;</li><li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;</li><li>- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.</li></ul>	
<b>Constats :</b> Les surfaces extérieures aux bâtiments sont aménagées et entretenues conformément aux prescriptions.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

## N° 11 : Déchets et sous-produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2013, article 35	
<b>Thème(s) :</b> Élevage - Gestion des déchets	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.	
<b>Constats :</b> Les animaux morts sont entreposés dans un congélateur puis éliminés par la société ATEMAX. Le dernier bon d'enlèvement présenté lors de l'inspection est daté du 3 décembre 2025.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37

**Thème(s) :** Risques chroniques - Dossier

**Prescription contrôlée :**

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :

1. Les superficies effectivement épandues ;
2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;
3. Les dates d'épandage ;
4. La nature des cultures ;
5. Les rendements des cultures ;
6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

[...]

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.

Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

**Constats :**

Le cahier d'épandage est tenu conformément à la prescription.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite


### N° 13 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	
<b>Thème(s) :</b> Élevage - MTD 3	
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de réduire l'azote total excrété et, par conséquent, les émissions d'ammoniac, tout en répondant aux besoins nutritionnels des animaux, la MTD consiste à recourir à une alimentation et à une stratégie nutritionnelle faisant appel à une ou plusieurs des techniques ci-dessous. <ul style="list-style-type: none"><li>- Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles</li><li>- Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.</li><li>- Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes.</li><li>- Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.</li></ul>	
<b>Constats :</b> L'exploitant utilise une alimentation multiphase.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>	
<b>Respect de la prescription :</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	


### N° 14 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	
<b>Thème(s) :</b> Élevage - MTD 5	
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin d'utiliser l'eau de façon rationnelle, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"><li>- Tenir un registre de la consommation d'eau.</li><li>- Détecter et réparer les fuites d'eau.</li><li>- Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements.</li><li>- Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphonides, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum).</li><li>- Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau.</li><li>- Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage.</li></ul>	
<b>Constats :</b> L'exploitant détecte et répare les fuites d'eau et utilise des équipements appropriés spécifiquement adaptés aux animaux.	
<b>Respect de la prescription :</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

## N° 15 : MTD32 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement poulets de chair

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	
<b>Thème(s) :</b> Élevage - MTD 32	
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poulets de chair, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"><li>- Ventilation dynamique et système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).</li><li>- Séchage forcé de la litière utilisant l'air ambiant intérieur (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).</li><li>- Ventilation statique avec système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).</li><li>- Litière sur tapis de collecte des effluents d'élevage, avec séchage par air forcé (dans le cas de systèmes à étages).</li><li>- Sol recouvert de litière, chauffé et refroidi (dans le cas des systèmes combideck).</li><li>- Utilisation d'un système d'épuration d'air tel que: 1. laveur d'air à l'acide; 2. système d'épuration d'air double ou triple; 3. biolaveur (ou biofiltre);</li></ul>	
<b>Constats :</b> Les bâtiments sont équipés d'une ventilation dynamique latérale et d'un système d'abreuvement ne fuyant pas. Le sol est recouvert d'une litière composée d'un mélange de paille broyée et de granulés de paille.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

## N° 16 : MTD34 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement dindes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	
<b>Thème(s) :</b> Élevage - MTD 34	
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de dindes, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"><li>- Ventilation statique ou dynamique avec système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).</li><li>- Utilisation d'un système d'épuration d'air tel que : 1. laveur d'air à l'acide; 2. système d'épuration d'air à deux ou trois étages; 3. biolaveur;</li></ul>	
<b>Constats :</b> Les bâtiments sont équipés d'une ventilation dynamique latérale et d'un système d'abreuvement ne fuyant pas. Le sol est recouvert d'une litière composée d'un mélange de paille broyée et de granulés de paille.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 17 : Installations classées au titre de la rubrique 3660**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

**Thème(s) :** Élevage - Dossier

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.

Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.

**Constats :**

Déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac enregistrée le 08 avril 2025.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite